

# Une société civile institutionnalisée

## Une année européenne passée inaperçue

Serge Kollwelter

Les années européennes se suivent et se ressemblent. L'année 2013 avait été celle des citoyens. Vous en étiez-vous rendu compte, cher lecteur, alors qu'elle devait vous concerner en tant que citoyen ? Ayant été impliqué à titres divers dans cette année, je voudrais partager quelques réflexions.

Mon implication dans le Réseau européen des droits de l'Homme m'avait permis d'être au courant dès la mi-2012 de ce qui allait nous tomber dessus, ce qui nous a permis de mettre en place une Alliance au Luxembourg dès l'automne. En faisaient partie les syndicats, les confessions religieuses et des associations ; cependant, un grand mouvement citoyen a refusé de participer – le Mouvement écologique !

Premier constat : alors que de nombreuses associations du Luxembourg, des scouts aux fédéralistes, sont membres de réseaux européens, aucune n'en avait eu vent jusque-là. Ce qui me conduit à douter du lien entre les réseaux de Bruxelles et leurs adhérents dans les États membres. Par son implication dans les questions de citoyenneté, « mon » réseau était en première ligne. Deuxième constat : la dotation financière pour cette année du citoyen dans le budget de l'Union européenne (UE) était dix fois inférieur à celle de l'année européenne précédente « du vieillissement actif ». Belle illustration de la volonté politique, même si l'argent n'est pas tout. Nous verrons comment il aura été utilisé.

Une fois engagé dans l'animation de l'Alliance du Luxembourg, j'ai vécu l'Année de la citoyenneté du point de vue « national ». Alors que les réseaux européens avaient établi un texte fondateur dès 2012, nous nous sommes employés à décliner la notion de citoyenneté à la luxembourgeoise : droit de vote, loi

sur les ASBL, etc. Nous avons demandé des entrevues aux partis politiques qui nous ont tous reçus, sauf le CSV. Surprise de dernière minute, ce parti inscrit dans son programme électoral l'Alliance comme interlocuteur de la société civile. C'était avant la surprise suivante, à savoir son passage dans l'opposition ! Somme toute, l'Alliance est passée pour l'essentiel inaperçue. Rares ont été les relais pris par ses composantes vers leurs membres, dans leurs publications. Sa vie tranquille a été secouée elle aussi par les élections anticipées du 20 octobre 2013.

Du côté de l'Alliance européenne, des réunions se sont tenues à Bruxelles, à Zagreb et à Vilnius, réunissant à chaque fois près de 200 personnes venant des 28 États membres. Faites vous-même le calcul des frais afférents ! Trois groupes de travail ont été mis en place qui – tant à l'occasion des grandes réunions que par leurs permanents bruxellois – ont concocté au fil de l'année un document très riche sur la citoyenneté : « Il s'agit de Nous, il s'agit de l'Europe ! Vers une citoyenneté démocratique européenne. »

Ce document présente les principales propositions du European Year of Citizens Alliance (EYCA) pour le renforcement et l'amélioration de la citoyenneté active en Europe. Il est divisé en trois chapitres et contient entre autres une vision de l'Europe – une Union fondée sur la solidarité, l'égalité et la participation. Mais cette vision de l'Europe implique aussi de veiller à ce que des citoyens vulnérables, marginalisés et exclus soient également impliqués et inclus dans la société, notamment en termes de participation.

Pour avoir participé aux différentes rencontres et réunions « européennes », j'ai pu constater que la

---

**[...] cette vision de l'Europe implique aussi de veiller à ce que des citoyens vulnérables, marginalisés et exclus soient également impliqués et inclus dans la société [...]**

---

plupart des participants s'y retrouvaient en terrain connu, ayant déjà été impliqués dans de nombreuses autres années européennes. Bonne ambiance donc, on se connaît, on s'apprécie et on attend l'année européenne suivante. J'ai coutume de dire que voilà les citoyens européens de la 20<sup>e</sup> des 19 communes de la région Bruxelles-capitale. J'avais la drôle de sensation que la Commission européenne entretient de la sorte ses courtisans faisant fonction de chambre d'écho! (Je vous souhaite à toutes et à tous de participer à une des deux journées annuelles de « Dialogue structuré » à Bruxelles où, de nouveau, on fait venir une centaine de personnes de partout pour une mascarade de dialogue. La Commission s'en pavane et il est bon de ne pas y briller par son absence, les robinets des subventions étant très sensibles à la claqué.) Lorsqu'au début de l'Année européenne des citoyens, il y avait eu une démarche participative dans les locaux du Comité économique et social de l'UE à Bruxelles, les pontifes des réseaux européens, au lieu de participer à la démarche, entouraient les fonctionnaires de la Commission comme des poussins autour d'une mère poule. Si ce spectacle est quelque peu infantile, il illustre, hélas, le déphasage entre la Commission et les citoyens, les soi-disant représentants de la société civile faisant de facto écran aux citoyens.

Le traité de Lisbonne contient le concept d'initiative citoyenne européenne (ICE). Une pétition recueillant 1 million de signatures doit être prise en compte par la Commission européenne. Ce fut le cas avec la pétition contre la privatisation de l'eau. Or il a été impossible de convaincre ce cénacle de citoyens européens « professionnels » de se mobiliser pour une ICE en cours, recouvrant une des préoccupations véhiculées, à savoir « let me vote » pour le droit de vote national des citoyens de l'UE dans leur pays de résidence. Trop loin ou trop près des grands principes?

Le document issu des travaux du EYCA a pu être présenté pendant 10 minutes en décembre à Vilnius

à Madame Viviane Reding, en charge de l'Année européenne des citoyens au sein de la Commission européenne. Le président du Parlement européen a reçu brièvement une délégation en février 2014. On est en droit de se demander si cet excellent document contient le moindre élément nouveau, ou pour donner écho à de mauvaises langues, s'il n'a pas été ou pu être écrit avec la même éloquence par une ou deux personnes dès janvier 2013! Les efforts et réunions auraient pu être mis à contribution pour le divulguer, pour atteindre cette société civile dont les réseaux européens s'enorgueillissent d'être des représentants.

Passons sur les gadgets infantilisants pour nous arrêter un instant sur le volet communication. Après un appel d'offres, une boîte de communication en était en charge, qui avait un partenaire dans chaque État membre. Celui du Luxembourg avait contacté notre Alliance pour demander des noms d'ambassadeurs, donc de personnes pouvant promouvoir l'année européenne. Une formation allait leur être proposée pour accepter le « wording » envisagé! L'Alliance n'a jamais répondu à cette demande. Deux ambassadeurs ont apparemment été identifiés, on n'a jamais rien vu ni su d'eux du côté de l'Alliance.

Cette année du citoyen se situait en amont des élections pour le Parlement européen et aurait pu être une bonne occasion de faire valoir la plus-value que constitue la citoyenneté dans l'UE. Hélas, il s'agissait pour l'essentiel d'une « Geldverbrennungsmaschine » sans grande incidence sur les citoyens de l'Union. Même ceux faisant partie des 60 réseaux européens en ont été « préservés ». Mon expérience de 1997, Année européenne contre le racisme, aurait dû être salutaire. Que non! À l'époque, la Commission européenne n'avait pas de réseau interlocuteur dans la société civile en matière de racisme. Elle en a créé un de toutes pièces et j'ai participé à cette création: ENAR (European Network Against Racism), avec des branches dans tous les États membres. Avez-vous déjà entendu parler d'ENAR-Luxembourg? Alors que personnellement, j'ai écrit il y a quelques mois un rapport alternatif sur le racisme dans l'emploi au Luxembourg, ENAR-Luxembourg n'a même pas daigné le diffuser. Des réseaux créés par la Commission et/ou portés à bout de bras par elle ont appris le slogan: « *Wess' Brot ich ess, dess' Lied ich sing!* »

Les citoyens de l'UE méritent mieux. N'ont-ils pas pour autant donné le 25 mai 2014 un double signal fort: abstention et refuge à ceux qui prônent l'exclusion?

Que l'année européenne 2015 pour le développement me démente! ♦

### Conférence sur les coopératives d'habitations

Adresse : Oekozer Pafendall, 6 rue Vauban, Luxembourg-ville

Date : **Samedi 12 juillet 2014**, 14h00–20h00

Prix : Entrée gratuite // participation volontaire

Avec des contributions de Burghard Flieger, David Hiez et Sabine Conti, suivis d'un Workshop: « Comment démarrer une coopérative d'habitation au Luxembourg? Comment dresser un plan de financement? »

Plus d'informations sur le site: [www.ad-hoc.lu](http://www.ad-hoc.lu)